

## Un quart des anciens Moulinex ont retrouvé un emploi stable

### **Cormelles-le-Royal** de notre correspondant

Ce jeudi de février, sur le site abandonné de l'usine Moulinex de Cormelles-le-Royal, près de Caen (Calvados), ils sont une bonne centaine à se retrouver dans un ancien atelier. Comme chaque jeudi, Jean-Louis et Lionel, deux syndicalistes, donnent des nouvelles. *"Le travail des cellules de reclassement est prolongé de six mois, jusqu'en juillet 2003."* Une vie sociale s'est organisée dans l'usine vide.

A l'automne 2001, la fermeture de quatre sites Moulinex en Basse-Normandie, Cormelles-le-Royal, Alençon (Orne), Falaise et Bayeux (Calvados), a laissé 2 878 salariés sans travail. Le reclassement et la réindustrialisation, furent alors engagés sous l'impulsion de la mission de revitalisation économique de la Basse-Normandie pilotée par Michel Bove.

Véronique, trente ans de Moulinex-Cormelles, est devenue cariste à PSA, l'usine voisine de la zone industrielle de l'Espérance. Serge s'est reconverti garde champêtre. René est passé des micro-ondes aux bateaux. Emmanuel a créé une entreprise de plomberie avec son beau-père, lui aussi, un ex-Moulinex. Comme eux, ils sont près de 30 % à avoir retrouvé un emploi stable. Autant sont concernés par les mesures d'âge. Reste 1 246 personnes sans solution immédiate, dont 186 sont en grande difficulté et 300 comptent bénéficier de la "convention amiante".

*"A Paris, comme ici, on a toujours mal mesuré ce qu'est le drame Moulinex. Nous ne sommes qu'au début des difficultés"*, assure Thierry Le Paon, ex-leader CGT Moulinex, secrétaire de l'union départementale du Calvados. Michel Bove n'imaginait pas rencontrer *"tant de gens qui ont perdu confiance en eux. On paie là une absence de formation tout au long de leur carrière à Moulinex"*.

Confiée à deux cabinets privés, la mission de réindustrialisation affiche l'ambitieux objectif de créer 3 600 emplois en Basse-Normandie d'ici à 2005. *"Malheureusement, commente Michel Bove, délégué interministériel à la reconversion, il n'y a jamais adéquation entre le temps du reclassement et celui de la réindustrialisation."*

A Alençon, Alain Lambert, alors maire, a privilégié ce volet industriel en organisant, dès janvier 2002, l'opération Phénix, mille emplois en mille jours. *"Avec un solde net de 350 emplois la première année, nous devrions réussir. J'ai voulu créer un choc psychologique positif pour redonner de l'espoir, croire en nous-mêmes. Les solutions ne sont pas que techniques."* Les élus veulent accélérer le processus en récupérant, pour 1 euro symbolique, une partie du site historique Moulinex, une dizaine d'hectares.

## CONCURRENCE DES TERRITOIRES

Plus discrète, Falaise réussit aussi à tirer son épingle du jeu en matière de réindustrialisation. Deux entreprises de produits cosmétiques vont investir les ex-locaux Moulinex. A Cormelles, quelques projets industriels émergent également. En revanche, l'horizon semble plus incertain pour l'usine de Bayeux, vitrine du groupe Moulinex. *"Nous n'avons aucune touche, reconnaît Patrick Gomont, le jeune maire (UDF) de Bayeux. La concurrence des territoires joue à plein en notre défaveur car nous n'avons pas les mêmes avantages en matière de prime d'aménagement du territoire."*

Le syndicaliste Thierry Le Paon ne partage pas cet avis. *"Nos élus, dit-il, s'arc-boutent sur des problèmes de financement ou de gestion. C'est une erreur. Ils n'ont aucune*

*vision globale du problème, aucun projet." A la cellule de reclassement de Cormelles, installée dans le bâtiment "achats et comptabilité", la question n'est pas là. "J'ai 50 ans, aucune qualification, mais du courage. Qu'est-ce que je peux faire ?", interroge une dame.*

**Jean-Jacques Lerosier**